

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2017/10062]

27 OCTOBRE 2016. — Décret portant organisation des jurys de la
Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *De l'organisation des jurys, de leur composition et de leur fonctionnement*

SECTION I^{re}. — Du Service chargé d'organiser les Jurys

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les Jurys de l'enseignement secondaire ordinaire sont institués au sein des services du Gouvernement en vue de conférer :

- 1° le Certificat d'enseignement secondaire du premier degré ;
- 2° le Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré pour l'enseignement secondaire général, technique de transition, technique de qualification, artistique de transition, artistique de qualification et professionnel ;
- 3° le Certificat d'enseignement secondaire supérieur pour l'enseignement secondaire général, technique de transition, technique de qualification, artistique de transition, artistique de qualification et professionnel ;
- 4° le Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur ;
- 5° l'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux ;
- 6° l'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie ;
- 7° le Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel.

§ 2. Le Gouvernement fixe la composition du Service qui assure l'organisation des Jurys visés au § 1^{er}.

§ 3. Le Service qui assure l'organisation des Jurys visés au § 1^{er} peut s'adjoindre les services d'au moins six membres du personnel enseignant ayant obtenu un congé pour mission en application de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

SECTION II. — Des missions de la Direction

Art. 2. Le Service qui assure l'organisation des Jurys est, notamment, chargé :

- 1° d'assurer la publication de l'appel aux candidats sur le site internet des Services du Gouvernement chargés de l'enseignement ;
- 2° de fournir aux candidats un accueil et une information de qualité ;
- 3° d'organiser les inscriptions, les sessions d'examens, les examens et les délibérations et de veiller à leur bon déroulement ;
- 4° de publier le règlement de passation des examens fixé par le Gouvernement sur le site internet des Services du Gouvernement chargés de l'enseignement et de remettre ce règlement aux candidats lors de leur convocation ;
- 5° d'organiser les Jurys ;
- 6° d'établir un rapport d'activités annuel qui doit comprendre, notamment, des statistiques relatives aux inscriptions, au taux de réussite et au mode de préparation des candidats ;
- 7° de désigner un délégué auprès du conseil d'intégration créé dans chaque établissement d'enseignement secondaire organisant un Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants conformément au décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

SECTION III. — De la composition des Jurys

Art. 3. § 1^{er}. Par session d'examens, telle que visée à l'article 6, chaque Jury est composé de la manière suivante :

- un Président ou son délégué ;
- un secrétaire et un secrétaire adjoint ;
- des examinateurs.

§ 2. Le Président est désigné parmi les membres des Services du Gouvernement et doit être de rang 15 au moins. Son délégué doit être de rang 12 au moins.

§ 3. Les examinateurs peuvent être :

- des membres du personnel enseignant ayant obtenu un congé pour mission en application de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 précité ;
- des membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire ordinaire, de promotion sociale, de l'enseignement supérieur en activité de service, retraités ou bénéficiant de la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la retraite désignés par le Gouvernement ;
- des membres du service général de l'inspection retraités visés par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques désignés par le Gouvernement.

SECTION IV. — Du rôle des membres des Jurys et du fonctionnement des Jurys

Art. 4. § 1^{er}. Le Président ou son délégué :

1° désigne, pour l'assister, un secrétaire et un secrétaire adjoint pour chaque session visée à l'article 6 parmi les membres du Service qui assure l'organisation des Jurys ;

2° fixe la liste des examinateurs pour chaque session ;

3° accorde les dispenses d'interrogation prévues à l'article 18 ;

4° prend toute disposition utile au déroulement des examens ;

5° veille à la régularité des examens ;

6° préside les délibérations, sans prendre part au vote sauf dans le cas visé à l'article 5, § 2.

§ 2. Les secrétaires adjoints sont placés sous l'autorité des secrétaires et les assistent dans leurs missions.

§ 3. Sous l'autorité du Président ou de son délégué, les examinateurs sont, notamment, chargés de :

1° préparer les examens ;

2° surveiller les examens ;

3° interroger les candidats ;

4° corriger les examens ;

5° participer aux délibérations ;

6° assurer la consultation des examens par les candidats ;

7° exécuter, à la demande du Président, de son délégué ou des secrétaires, toute autre tâche administrative en lien avec les missions du Service qui assure l'organisation des Jurys ;

8° se tenir à disposition des candidats pour toute information préalable ou postérieure relative aux examens.

Art. 5. § 1^{er}. Le Jury délibère, à huis clos, sur les résultats des examens des candidats et sur toute question soulevée par le Président, son délégué ou par cinq membres au moins.

§ 2. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du Président ou de son délégué est requise.

§ 3. Aucun membre du Jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à quelque décision que ce soit, lorsque le candidat :

1° est son conjoint, un parent ou un allié jusque et y compris le quatrième degré ;

2° a reçu de ce membre un enseignement sous quelque forme que ce soit.

§ 4. Les procès-verbaux des délibérations sont consignés dans un registre. Ces procès-verbaux sont signés par le Président ou son délégué. Le procès-verbal de chaque séance est signé par le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registre des présences. Ces registres doivent être conservés au siège du Service qui assure l'organisation des Jurys pendant au moins quarante ans.

CHAPITRE II. — De l'organisation des examens

SECTION I^{re}. — Des cycles et sessions d'examens

Art. 6. § 1^{er}. Deux cycles d'examens sont organisés par année scolaire :

- le premier cycle entre le mois d'août et le mois de janvier ;

- le deuxième cycle entre le mois de février et le mois de juillet.

§ 2. Durant le deuxième cycle uniquement, une session d'examens conduisant à la délivrance du Certificat d'enseignement secondaire du premier degré est organisée.

§ 3. Lors de chaque cycle, est organisée :

1° une session d'examens conduisant à la délivrance du Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré :

- d'enseignement général ;

- d'enseignement technique de transition ;

- d'enseignement technique de qualification ;

- d'enseignement artistique de transition ;

- d'enseignement artistique de qualification ;

- d'enseignement professionnel.

2° une session d'examens conduisant à la délivrance du Certificat d'enseignement secondaire supérieur :

- d'enseignement général ;

- d'enseignement technique de transition ;

- d'enseignement technique de qualification ;

- d'enseignement artistique de transition ;

- d'enseignement artistique de qualification ;

- d'enseignement professionnel.

Au moins une fois tous les trois ans, le Gouvernement fixe, sur base de la liste francophone des études qui préparent à une profession pour laquelle il existe une pénurie significative de main-d'œuvre arrêtée par les Services publics régionaux de l'Emploi, la liste des orientations d'études pour lesquelles les examens menant à l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire supérieur d'enseignement technique et artistique de qualification et professionnel sont organisés.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, le Service qui assure l'organisation des Jurys peut organiser des sessions d'examens pour des orientations d'études ne figurant pas dans la liste mentionnée à l'alinéa précédent dans les cas suivants :

- pour des candidats titulaires d'un titre de compétence délivré par le consortium de validation des compétences ou d'un Certificat de qualification relatifs à l'orientation d'études pour laquelle ils souhaitent obtenir le Certificat d'enseignement secondaire supérieur ;
- à la demande expresse d'un employeur pour un membre de son personnel ayant au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise ;
- pour des candidats qui souhaitent obtenir le Certificat d'enseignement secondaire supérieur correspondant à une option de base spécifique liée à un projet précis d'insertion socioprofessionnelle ;
- pour un candidat qui se trouve dans l'obligation de régulariser, sur base des dispositions de l'article 56bis, §§ 3 et 4, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, un parcours suivi comme élève libre dans l'enseignement secondaire ordinaire organisé ou subventionné dans la même orientation d'études ;
- jusqu'au 31 juillet 2020, pour un candidat qui, entre le 1^{er} janvier 2012 et le 30 juin 2017, a obtenu auprès du Jury de la Communauté française des attestations de réussite représentant un volume-horaire minimum de 4h dans la grille-horaire présentée par le candidat.

§ 4. Durant le premier cycle uniquement, deux sessions d'examens conduisant à la délivrance du Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur sont organisées.

§ 5. Lors de chaque cycle, est organisée, une session d'examens conduisant à la délivrance de l'attestation de réussite :

- de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études menant à l'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux ;
- de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie.

§ 6. Lors de chaque cycle, une session d'examens conduisant à la délivrance du Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel est organisée.

SECTION II. — De l'admissibilité aux examens

Art. 7. § 1^{er}. Est admissible aux examens en vue de l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire du premier degré :

- 1° le candidat qui a fréquenté la première et la deuxième année de l'enseignement secondaire de plein exercice ;
- 2° tout candidat ayant obtenu un Certificat d'études de base et étant dans sa 12^{ème} année ;
- 3° tout candidat âgé, au moment de l'inscription à l'examen, d'au moins 13 ans.

§ 2. Est admissible aux examens en vue de l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré :

- 1° le candidat qui a fréquenté deux années du premier degré et qui est dans sa 14^{ème} année ;
- 2° tout candidat âgé, au moment de l'inscription à l'examen, d'au moins 14 ans.

§ 3. Est admissible aux examens en vue de l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire supérieur, tout candidat âgé de 16 ans au moment de l'inscription.

§ 4. Est admissible aux examens en vue de l'obtention du Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur :

1° le titulaire du seul Certificat d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans les formes d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel, au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1992-1993, dans un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice organisé ou subventionné par la Communauté française ou obtenu au plus tard à la fin de l'année civile 1993 devant le Jury de la Communauté française ;

2° le détenteur d'un titre d'études pour lequel l'avis ou la décision d'équivalence, prise en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, limite totalement ou partiellement les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur.

§ 5. Est admissible aux sessions d'examens conduisant à la délivrance de l'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire menant à l'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, tout candidat âgé de 18 ans au moment de l'inscription.

§ 6. Est admissible aux sessions d'examens conduisant à la délivrance de l'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire conduisant aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie, tout candidat âgé de 18 ans au moment de l'inscription.

§ 7. Est admissible aux sessions d'examens conduisant au Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel :

1° le candidat déjà titulaire du Certificat de qualification de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice ou en alternance ou délivré par l'enseignement de promotion sociale dans l'orientation d'études dans laquelle il souhaite présenter les examens menant à l'obtention du Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel ;

2° le candidat déjà titulaire d'un Certificat de qualification reconnu correspondant sur base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 septembre 2011 relatif à l'établissement de la correspondance des titres délivrés par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et le Service formation petites et moyennes entreprises créé au sein des Services du Collège de la Commission communautaire française et leurs réseaux de centres de formation avec les titres délivrés par l'enseignement obligatoire ou de promotion sociale, dans l'orientation d'études dans laquelle il souhaite présenter les examens menant à l'obtention du Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel.

SECTION III. — Des inscriptions

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe le montant des droits d'inscription dont le montant minimal sera de 50€ et le montant maximal de 200€.

La gratuité est accordée aux candidats demandeurs d'emploi et aux candidats bénéficiant du revenu d'intégration sociale sur production d'une attestation délivrée par l'organisme compétent.

§ 2. Les droits d'inscription valent pour une session d'examens.

Art. 9. L'inscription des candidats est conditionnée à la participation à une séance d'information sur le contenu et le déroulement des examens organisée par le Service qui assure l'organisation des Jurys.

Toutefois, le Président peut dispenser un candidat de la séance d'information en raison de circonstances exceptionnelles dûment motivées.

CHAPITRE III. — De la matière des examens

Art. 10. Les candidats sont interrogés sur base des programmes d'études dispensés dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Hormis pour les options de base groupées, le programme spécifique est déterminé par le volume-horaire hebdomadaire mentionné ci-après entre parenthèses après chaque matière.

SECTION I^{re}. — Des matières du Certificat d'enseignement secondaire du premier degré et du Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré

Art. 11. § 1^{er}. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire du premier degré, les candidats doivent présenter des examens dans six matières du premier degré commun : français, mathématique, langue moderne, sciences, histoire et géographie.

§ 2. Si une ou plusieurs de ces matières sont visées par le Titre III/I du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire et font l'objet d'examens certificatifs externes, les candidats sont soumis à ces épreuves certificatives externes.

Art. 12. § 1^{er}. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré d'enseignement général, les candidats sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire général.

Ils doivent présenter des examens dans six matières :

- cinq matières obligatoires : français (5h), mathématique (5h), sciences (3h), langue moderne I (4h) (néerlandais, allemand, anglais), formation historique et géographique (3h) ;
- une matière à choisir parmi les suivantes : sciences économiques (4h), sciences sociales (4h), langue moderne II (4h) (néerlandais, allemand, anglais), latin (4h).

§ 2. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré de l'enseignement technique et artistique de transition, les candidats sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire technique et artistique de transition.

Ils doivent présenter des examens dans :

- cinq matières obligatoires : français (5h), mathématique (5h), sciences (3h), langue moderne I (4h) (néerlandais, allemand, anglais), formation historique et géographique (3h) ;
- les cours de l'option de base groupée.

§ 3. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré de l'enseignement technique et artistique de qualification, les candidats sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification.

Ils doivent présenter des examens dans :

- cinq matières obligatoires : français (4h), mathématique (2h), langue moderne I (4h) (néerlandais, allemand, anglais), formation scientifique (2h), formation historique et géographique (2h) ;
- les cours théoriques et pratiques de l'option de base groupée.

§ 4. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré de l'enseignement professionnel, les candidats sont interrogés sur des matières des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire professionnel.

Ils doivent présenter des examens dans :

- quatre matières obligatoires : français (3h), mathématique (2h), formation scientifique (2h), formation historique et géographique (2h) ;
- les cours théoriques et pratiques de l'option de base groupée.

SECTION II. — Des matières du Certificat d'enseignement secondaire supérieur

Art. 13. § 1^{er}. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire supérieur d'enseignement général, les candidats sont interrogés sur les matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire général.

Ils doivent présenter des examens dans six matières :

- cinq matières obligatoires : français (5h), mathématique (4h), sciences (3h), langue moderne I (4h) (néerlandais, allemand, anglais), formation historique et géographique (3h) ;

- une matière à choisir parmi les suivantes : sciences économiques (4h), sciences sociales (4h), langue moderne II (4h) (néerlandais, allemand, anglais), latin (4h),

§ 2. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire supérieur d'enseignement technique ou artistique de transition, les candidats sont interrogés respectivement sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire technique ou artistique de transition.

Ils doivent présenter des examens dans :

- cinq matières obligatoires : français (5h), mathématique (4h), sciences (3h), langue moderne I (4h) (néerlandais, allemand, anglais), formation historique et géographique (3h) ;

- les cours de l'option de base groupée.

§ 3. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire supérieur d'enseignement technique et artistique de qualification, les candidats sont interrogés respectivement sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire technique ou artistique de qualification.

Ils doivent présenter des examens dans :

- cinq matières obligatoires : français (4h), formation historique et géographique (2h), formation scientifique (2h), mathématiques (2h), langue moderne (2h) (néerlandais, allemand, anglais) ;

- les cours théoriques et pratiques de l'option de base groupée.

§ 4. Pour l'obtention du Certificat d'enseignement secondaire supérieur de l'enseignement professionnel, les candidats sont interrogés sur des matières de la 7PB visée à l'article 4, § 1^{er}, 5^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Ils doivent présenter des examens dans :

- trois matières obligatoires : français (4h), formation sociale et économique (2h), formation scientifique (2h) ;

- mathématique (2h) lorsqu'un arrêté du Gouvernement pris en application de l'article 4^{quinquies}, § 3, alinéa 7, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire l'impose dans l'orientation d'études ;

- langue moderne (2h) (néerlandais, allemand, anglais) lorsqu'un arrêté du Gouvernement pris en application de l'article 4^{quinquies}, § 3, alinéa 5, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire l'impose dans l'orientation d'études ;

- les cours théoriques et pratiques d'une option de base groupée du troisième degré de l'enseignement professionnel.

SECTION III. — Des matières des examens préparatoires conduisant aux études d'infirmier(ère)

Art. 14. § 1^{er}. Pour l'obtention de l'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire conduisant aux études menant à l'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, les candidats doivent présenter :

- le résumé d'un exposé oral et le commentaire de cet exposé ;

- des examens dans quatre matières : mathématique, chimie, physique, biologie.

§ 2. Pour l'obtention de l'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire conduisant aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie, les candidats doivent présenter :

- le résumé d'un exposé oral et le commentaire de cet exposé ;

- des examens dans trois matières : chimie, physique, biologie.

SECTION IV. — Des matières du Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur

Art. 15. Pour l'obtention du Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, les candidats doivent présenter des examens dans :

- une partie comportant une dissertation ou un compte rendu critique d'un texte en langue française ;

- une matière à choisir parmi : français (5h), mathématique (4h), sciences (3h), langue moderne I (4h) (néerlandais, allemand, anglais), sciences économiques (4h), sciences sociales (4h), latin (4h), formation historique et géographique (3h).

SECTION V. — Des matières du Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel

Art. 16. Pour l'obtention du Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, les candidats doivent présenter des examens dans :

- quatre matières obligatoires : français (3h), formation sociale et économique (2h), formation scientifique (2h), formation historique et géographique (2h).

CHAPITRE IV. — Des aménagements raisonnables, des dispenses, de la sanction des examens et des plaintes

SECTION I^{re}. — Aménagements raisonnables

Art. 17. Le Service qui assure l'organisation des Jurys prévoira des adaptations des épreuves pour les candidats à besoins spécifiques.

SECTION II. — Dispenses d'examens

Art. 18. § 1^{er}. Des dispenses d'interrogation d'une ou plusieurs matières peuvent être accordées par le Président du Jury :

1° aux titulaires d'une attestation d'orientation, d'un Certificat ou d'un Diplôme belge délivré par un établissement d'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale permettant d'établir qu'ils ont suivi avec fruit un enseignement équivalent dans les cours visés ;

2° aux titulaires d'une équivalence des diplômes, certificats et attestations d'orientations pour des études effectuées à l'étranger délivrée conformément à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers et à ses arrêtés d'exécution ;

3° aux titulaires d'un Certificat de qualification en rapport avec l'orientation d'études présentée. Ce Certificat de qualification doit avoir été délivré dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale ou reconnu correspondant à un Certificat de qualification délivré dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale ;

4° aux titulaires d'un titre de compétences, couvrant les cours pratiques en rapport avec l'orientation d'études présentée, délivré par le Consortium de Validation des compétences instauré par le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

5° aux titulaires d'une attestation de réussite d'une discipline des examens externes certificatifs prévus aux articles 36/1 et suivants du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, et § 2, 1^o, 26, § 1^{er}, 1^o, 27, 1^o, 30, § 2, 1^o, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire ;

6° aux candidats ajournés pour toutes les matières dans lesquelles ils ont obtenu au moins 50 % des points, lorsqu'ils s'inscrivent lors d'un autre cycle ;

7° pour l'épreuve préparatoire conduisant aux études menant à l'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux ou conduisant aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie, aux candidats qui ont obtenu pour l'ensemble des branches une cote au moins égale à 50% , pour les branches où ils ont obtenu 60% au moins ;

8° aux candidats concernés par une irrégularité dans leur parcours scolaire indépendante de leur volonté ou de celle des personnes exerçant l'autorité parentale si le candidat est mineur.

§ 2. Une adaptation des examens théoriques et pratiques de l'option de base groupée peut être octroyée par le Président au titulaire d'au moins une unité d'acquis d'apprentissage telle que visée par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire et obtenue dans l'option correspondante à celle dont il souhaite présenter les examens.

SECTION III. — Sanction des examens

Art. 19. § 1^{er}. Obtient le Certificat d'enseignement secondaire du premier degré, le Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, le Certificat d'enseignement secondaire supérieur, le Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur, le Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, le candidat qui a obtenu au moins 50 % dans chacune des matières.

§ 2. Est ajourné, le candidat qui n'a pas participé à l'ensemble des examens d'un cycle d'examens.

§ 3. Est ajourné, le candidat qui, ayant présenté l'ensemble des examens d'un cycle d'examens :

1° a obtenu moins de 50 % du total des points attribués à l'ensemble des matières, chacun des cours de l'option de base groupée étant considéré comme une matière ;

2° le candidat qui a obtenu moins de 40 % dans une ou plusieurs matières.

§ 4. Fait l'objet d'une décision prise en délibération, le candidat qui, ayant obtenu au moins 50% du total des points attribués à l'ensemble des matières, a obtenu entre 40 % et 50 % dans une ou plusieurs matières.

Art. 20. § 1^{er}. Obtient l'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire conduisant aux études menant à l'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux ou conduisant aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie, le candidat qui a obtenu au moins 50 % des points dans chacune des branches et au moins 60 % des points pour l'ensemble.

§ 2. Est ajourné, le candidat qui, ayant présenté l'ensemble des examens d'un cycle d'examens :

1° a obtenu moins de 60 % du total des points attribués à l'ensemble des matières ;

2° le candidat qui a obtenu moins de 50 % dans une ou plusieurs matières.

SECTION IV. — Du mode d'introduction, d'instruction et de résolution des plaintes des candidats relatives à des irrégularités dans le déroulement des examens

Art. 21. Toute plainte relative à une quelconque irrégularité dans le déroulement des examens est adressée sous pli recommandé au Service qui assure l'organisation des Jurys, au plus tard dans les cinq jours qui suivent la notification des résultats de l'épreuve.

L'introduction de la plainte peut également être faite par la remise d'un écrit au Service qui assure l'organisation des Jurys. La signature apposée par un des agents de ce Service sur le double de cet écrit ne vaut que comme accusé de réception de l'introduction de la plainte.

Dans les douze jours ouvrables suivant la réception de la plainte, le Président du Jury concerné par la plainte ou son délégué réunit une instance de recours composée, outre de lui-même ou de son délégué, de deux membres du Jury choisis parmi ceux non mis en cause dans l'irrégularité invoquée. Cette instance de recours statue séance tenante, par décision formellement motivée et notifiée au(x) plaignant(s) dans les deux jours ouvrables par pli recommandé ou par voie électronique.

Cette instance de recours est habilitée uniquement à constater des irrégularités éventuelles dans le déroulement des examens et sa décision ne se substitue pas à celle du Jury. Lorsque l'instance de recours constate une irrégularité, il appartient dès lors au Jury, de même composition que pour les sessions d'examens, de prendre à nouveau une décision après avoir corrigé l'irrégularité retenue par l'instance de recours, c'est-à-dire en tenant compte de cette irrégularité dans la délibération.

CHAPITRE V. — *Dispositions diverses*

Art. 22. Le Gouvernement fixe les modèles des Attestations, des Certificats et des Diplômes visés à l'article 1^{er}.

Art. 23. Le Gouvernement fixe les indemnités pour les examinateurs qui ne sont pas membres du Service visé à l'article 1^{er}.

Art. 24. Le Gouvernement fixe les modalités pour obtenir un extrait du registre des délibérations, confirmant qu'une Attestation ou un Certificat a été délivré.

Art. 25. Le Service qui assure l'organisation des Jurys peut solliciter l'avis du service général de l'inspection tel que défini par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques quant à l'adéquation du niveau des examens par rapport au programme, à la qualité de la correction des examens ou au recrutement d'examineurs.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires, modificatives et abrogatoires*

Art. 26. A titre transitoire, pour le cycle d'examens organisés de janvier 2017 à juin 2017, les candidats peuvent présenter le Certificat d'enseignement secondaire supérieur en technique et artistique de qualification ainsi qu'en professionnel dans l'option de leur choix.

Art. 27. A titre transitoire, pour le cycle d'examens organisés de janvier 2017 à juin 2017, les candidats sont interrogés sur base des programmes tels que définis dans le décret du 12 mai 2004 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire. Ils doivent avoir obtenu au moins 50% dans chacun des cours généraux et techniques pour pouvoir présenter les examens relatifs aux cours pratiques de l'option de base groupée.

Art. 28. Les membres du personnel enseignant ayant obtenu un congé pour mission en application de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 précité et affectés au Jury avant l'entrée en vigueur du présent décret et maintenus au sein du Service visé à l'article 1^{er} sont soumis au régime horaire et au régime de vacances annuelles d'application dans les Services du Gouvernement de la Communauté française. Ils sont également soumis aux dispositions de l'article 5, 1^o, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, à raison de six demi-jours par an.

Art. 29. A l'article 17, § 2, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots "un délégué du jury de la Communauté française, désigné par le collège des Présidents des différentes sections de ce jury, ci-après dénommé le délégué du jury" sont remplacés par les mots "membres du personnel enseignant ayant obtenu un congé pour mission en application de l'article 5 du décret du 24 juin 1996 précité affecté au service des Jurys, ci-après dénommé le délégué du Jury" et les mots "du Collège des présidents des différentes sections qui délèguent" sont remplacés par les mots "du Service en charge d'organiser les Jurys de la Communauté française qui délègue".

A l'article 17, § 3, du même décret, les mots "le jury de la Communauté française", sont remplacés par les mots "le Service en charge de l'organisation des Jurys de la Communauté française".

Art. 30. Dans l'arrêté du 6 mars 1995 du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - Orientation santé mentale et psychiatrie, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'article 3, § 2, les mots "ou par le jury" sont supprimés ;

2^o les articles 4, § 2, 5 § 2, 6 § 2, 7 et 8, ainsi que le chapitre IV sont abrogés.

Art. 31. Le décret du 12 mai 2004 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire est abrogé sauf les articles 14 à 19 et 34 à 40.

Art. 32. Les articles 14 à 19 et 34 à 40 du décret du 12 mai 2004 portant organisation du Jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire sont abrogés au 1^{er} septembre 2017.

Art. 33. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 février 1995 relatif à l'octroi du Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur est abrogé.

Art. 34. L'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 portant coordination des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires est abrogé.

L'article 6bis, § 2, de l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 portant coordination des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires est abrogé.

Art. 35. Les articles 10 à 13 de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée sont supprimés.

Art. 36. Dans les articles 19 et 20 du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les termes "en vertu du décret du 12 mai 2004 portant organisation du Jury de la Communauté française" sont remplacés par les termes "en vertu du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'Enseignement secondaire ordinaire".

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 37. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017 sauf les articles 1^{er} et 28, qui entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

Note

Session 2016-2017

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 339-1. – Rapport, n° 339-2.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 26 octobre 2016.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/10062]

27 OKTOBER 2016. — Decreet houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Organisatie van examencommissies, hun samenstelling en hun werking*

AFDELING I. — *Dienst belast met de organisatie van examencommissies*

Artikel 1. § 1. De Examencommissies van het gewoon secundair onderwijs worden ingesteld binnen de diensten van de Regering om de volgende bekwaamheidsbewijzen uit te reiken :

1° het Getuigschrift secundair onderwijs van de eerste graad ;

2° het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad voor het algemeen secundair onderwijs, het technisch secundair doorstromingsonderwijs, het technisch secundair kwalificatieonderwijs, het secundair doorstromingsonderwijs voor de kunst, het secundair kwalificatieonderwijs voor de kunst en het beroepssecundair onderwijs ;

3° het Getuigschrift hoger secundair onderwijs voor het algemeen secundair onderwijs, het technisch secundair doorstromingsonderwijs, het technisch secundair kwalificatieonderwijs, het secundair doorstromingsonderwijs voor de kunst, het secundair kwalificatieonderwijs voor de kunst en het beroepssecundair onderwijs ;

4° het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot hoger onderwijs ;

5° het slaagattest van de voorbereidingsproef voor toegang tot de studies van bachelor vroedvrouw en van bachelor verpleegkundige verantwoordelijk voor de algemene verzorging ;

6° het slaagattest van de voorbereidingsproef voor toegang tot de studies van ziekenhuisverpleegkundige – richting geestelijke gezondheid en psychiatrie ;

7° het studiegetuigschrift zesde jaar beroepssecundair onderwijs.

§ 2. De Regering bepaalt de samenstelling van de Dienst die voor de organisatie van de examencommissies bedoeld in § 1 zorgt.

§ 3. De Dienst die voor de organisatie van de examencommissies bedoeld in § 1 zorgt, kan bijgestaan worden door de diensten van minstens zes leden van het onderwijzend personeel die verlof wegens opdracht hebben gekregen overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

AFDELING II. — *Opdrachten van de Directie*

Art. 2. De Dienst die voor de organisatie van de examencommissies zorgt, is inzonderheid belast met :

1° de bekendmaking van de oproep tot kandidaten op de website van de Diensten van de Regering belast met het onderwijs;

2° het onthaal en het geven van kwaliteitsvolle informatie aan de kandidaten;

3° de organisatie van de inschrijvingen, de examenzittijden, de examens en de beraadslagingen en de goede afloop ervan ;

4° de bekendmaking van het reglement voor het afleggen van examens bepaald door de Regering op de website van de Diensten van de Regering belast met het onderwijs en het afgeven van dat reglement aan de kandidaten bij hun oproeping ;

5° de organisatie van examencommissies;

6° het opmaken van een jaarlijks activiteitenverslag met inzonderheid de statistieken betreffende de inschrijvingen, het slaagpercentage en de bereidingswijze van de kandidaten ;

7° de aanstelling van een afgevaardigde bij de integratieraad opgericht in elke inrichting voor secundair onderwijs die een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers organiseert overeenkomstig het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

AFDELING III. — Samenstelling van de examencommissies

Art. 3. § 1. Per examenzittijd, zoals bedoeld in artikel 6, is elke examencommissie samengesteld als volgt :

- een Voorzitter of zijn afgevaardigde ;
- een secretaris en een adjunct-secretaris ;
- examinatoren.

§ 2. De Voorzitter wordt aangesteld onder de leden van de Diensten van de Regering en moet ten minste van rang 15 zijn. Zijn afgevaardigde moet ten minste van rang 12 zijn.

§ 3. De examinatoren mogen leden zijn :

- van het onderwijzend personeel die een verlof wegens opdracht hebben gekregen overeenkomstig artikel 5 van het bovenvermelde decreet van 24 juni 1996 ;

- van het directie- en onderwijzend personeel van het gewoon secundair onderwijs, het secundair onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs in dienstactiviteit, op pensioen of die om persoonlijke redenen ter beschikking worden gesteld voorafgaand aan hun pensioen aangesteld door de Regering ;

- van de algemene inspectiedienst op pensioen bedoeld in het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs aangesteld door de Regering.

AFDELING IV. — Rol van de leden van de examencommissies en werking van de examencommissies

Art. 4. § 1. De Voorzitter of zijn afgevaardigde :

1° stelt, om hem bij te staan, een secretaris en een adjunct-secretaris aan voor elke zitting bedoeld in artikel 6 onder de leden van de Dienst die voor de organisatie van de examencommissies zorgt ;

2° bepaalt de lijst van de examinatoren voor elke zitting;

3° kent vrijstellingen van ondervragingen bedoeld in artikel 18 toe ;

4° neemt alle maatregelen die nuttig zijn voor de afloop van de examens;

5° zorgt voor de regelmatigheid van de examens ;

6° zit de beraadslagingen voor, zonder deel te nemen aan de stemming behalve in het geval bedoeld in artikel 5, § 2.

§ 2. De adjunct-secretarissen staan onder het gezag van de secretarissen en staan ze bij in hun opdrachten.

§ 3. Onder het gezag van de Voorzitter of zijn afgevaardigde hebben de examinatoren inzonderheid de volgende opdrachten :

1° examens voorbereiden ;

2° toezicht houden bij examens;

3° de kandidaten ondervragen ;

4° examens verbeteren ;

5° aan de beraadslagingen deelnemen ;

6° voor de raadpleging van examens door de kandidaten zorgen ;

7° op aanvraag van de Voorzitter, van zijn afgevaardigde of de secretarissen, elke andere administratieve taak uitvoeren in verband met de opdrachten van de Dienst die voor de organisatie van examencommissies zorgt ;

8° beschikbaar zijn voor de kandidaten voor elke voorafgaande of latere informatie over de examens.

Art. 5. § 1. De Examencommissie beraadslaat achter gesloten deuren over de examenresultaten van de kandidaten en over iedere kwestie die door de voorzitter of door minstens vijf leden aan de orde wordt gesteld.

§ 2. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter of van diens afgevaardigde vereist.

§ 3. Geen enkel lid van de Examencommissie mag het examen afnemen, aan de beraadslaging deelnemen of tot eender welke beslissing bijdragen, wanneer de kandidaat :

1° zijn/haar echtgeno(o)t(e), een ouder of een aanverwante tot en met de vierde graad is;

2° in welke vorm ook door dit lid werd onderricht.

§ 4. De processen-verbaal van de beraadslagingen worden in een register opgenomen. Deze processen-verbaal worden ondertekend door de voorzitter of zijn afgevaardigde. Het proces-verbaal van elke zitting wordt door de secretaris en de aanwezige leden ondertekend. De registers van de processen-verbaal gelden als register van de aanwezigheden. Deze registers dienen gedurende minstens veertig jaar ten zetel van de Dienst te worden bewaard die voor de organisatie van de examencommissies zorgt.

HOOFDSTUK II. — *Organisatie van examens*

AFDELING I. — Examencycli en -zittijden

Art. 6. § 1. Er worden twee examencycli per schooljaar georganiseerd :

- de eerste cyclus tussen de maand augustus en de maand januari ;
- de tweede cyclus tussen de maand februari en de maand juli.

§ 2. Slechts tijdens de tweede cyclus wordt een examenzittijd georganiseerd die toegang geeft tot de uitreiking van het Getuigschrift secundair onderwijs van de eerste graad.

§ 3. Bij elke cyclus wordt :

1° een examenzittijd georganiseerd die toegang geeft tot de uitreiking van het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad :

- van het algemeen onderwijs ;
- van het technisch doorstromingsonderwijs ;
- van het technisch kwalificatieonderwijs ;
- van het doorstromingsonderwijs voor de kunst ;
- van het kwalificatieonderwijs voor de kunst ;
- van het beroepsonderwijs ;

2° een examenzittijd georganiseerd die toegang geeft tot de uitreiking van het Getuigschrift hoger secundair onderwijs :

- van het algemeen onderwijs ;
- van het technisch doorstromingsonderwijs ;
- van het technisch kwalificatieonderwijs ;
- van het doorstromingsonderwijs voor de kunst ;
- van het kwalificatieonderwijs voor de kunst ;
- van het beroepsonderwijs.

Ten minste één keer om de drie jaar bepaalt de Regering, op basis van de Franstalige lijst van de studies die toegang verlenen tot een beroep waarvoor er geen significante schaarste van arbeidskrachten bestaat vastgesteld door de Gewestelijke overheidsdiensten Werkgelegenheid, van de lijst van de studierichtingen waarvoor de examens die toegang geven tot het behalen van het Getuigschrift hoger secundair onderwijs van het technisch en kwalificatieonderwijs voor de kunst en het beroepsonderwijs georganiseerd worden.

Nochtans, in afwijking van het vorige lid, kan de Dienst die voor de organisatie van examencommissies zorgt, examenzittijden organiseren voor de studierichtingen die niet op de lijst vermeld in het vorige lid opgenomen worden in de volgende gevallen :

- voor de kandidaten die houder zijn van een bekwaamheidsbewijs uitgereikt door het Consortium voor de bekrachtiging van de bekwaamheden of van een Kwalificatiegetuigschrift betreffende de studierichting waarvoor ze het Getuigschrift hoger secundair onderwijs willen verkrijgen;
- op de uitdrukkelijke aanvraag van een werkgever voor één van zijn personeelslid met ten minste één jaar anciënniteit in de onderneming ;
- voor de kandidaten die het Getuigschrift hoger secundair onderwijs willen behalen dat overeenstemt met een specifieke basisoptie gebonden aan een bepaald project van socio-professionele integratie ;
- voor een kandidaat die verplicht is, op basis van de bepalingen van artikel 56bis, §§ 3 en 4, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, een opvolgingstraject te regulariseren als vrije leerling in het georganiseerd of gesubsidieerd gewoon secundair onderwijs in die studierichting ;
- tot 31 juli 2020, voor een kandidaat die, tussen 1 januari 2012 en 30 juni 2017, de slaagattesten bij de examencommissie van de Franse Gemeenschap heeft verkregen die een minimum uurpakket van 4 uur in de uurrooster voorgesteld door de kandidaat vertegenwoordigen.

§ 4. Slechts tijdens de eerste cyclus worden twee examenzittijden georganiseerd die toegang geven tot de uitreiking van het Bekwaamheidsdiploma voor de toegang tot het hoger onderwijs .

§ 5. Bij elke cyclus wordt een examenzittijd georganiseerd die toegang verleent tot de uitreiking van het slaagattest:

- van de voorbereidingsproef die toegang verleent tot de studies voor het bekomen van diploma's van bachelor vroedvrouw en bachelor verpleegkundige verantwoordelijk voor de algemene verzorging ;
- de voorbereidingsproef die toegang verleent tot de studies van ziekenhuisverpleeger(ster) - richting geestelijke gezondheid en psychiatrie.

§ 6. Bij elke cyclus wordt een examenzittijd georganiseerd die toegang verleent tot de uitreiking van het Studiegetuigschrift zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs.

AFDELING II. — Toelaatbaarheid tot de examens

Art. 7. § 1. Wordt toegelaten tot de examens voor het behalen van het Getuigschrift secundair onderwijs van de eerste graad :

- 1° de kandidaat die het eerste en het tweede jaar secundair onderwijs met volledig leerplan heeft gevolgd ;
- 2° elke kandidaat die het Getuigschrift van basisonderwijs behaald heeft en die twaalf jaar oud is;
- 3° elke kandidaat die bij de inschrijving voor het examen ten minste 13 jaar oud is.

§ 2. Wordt toegelaten tot de examens voor het behalen van het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad :

- 1° de kandidaat die twee jaar van de eerste graad heeft gevolgd en die 14 jaar oud is ;
- 2° elke kandidaat die bij de inschrijving voor het examen ten minste 14 jaar oud is.

§ 3. Wordt toegelaten tot de examens voor het behalen van het Getuigschrift hoger secundair onderwijs, elke kandidaat die bij de inschrijving 16 jaar oud is.

§ 4. Wordt toegelaten tot de examens voor het behalen van het Bekwaamheidsdiploma voor de toegang tot het hoger onderwijs :

1° de titularis van het enige Getuigschrift hoger secundair onderwijs behaald in de vormen van het algemeen, technisch, kunst of beroepsonderwijs ten laatste na het schooljaar 1992-1993, in een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of behaald ten laatste op het einde van het kalenderjaar 1993 vóór de examencommissie van de Franse Gemeenschap ;

2° de houder van een studiegetuigschrift waarvoor het advies of de beslissing van gelijkwaardigheid, genomen overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, volledig of gedeeltelijk de mogelijkheden voor de toegang tot het hoger onderwijs beperkt.

§ 5. Wordt toegelaten tot de examenzittijden die toegang verlenen tot de uitreiking van het slaagattest van de voorbereidingsproef voor het bekomen van de diploma's van bachelor vroedvrouw en bachelor verpleegkundige verantwoordelijk voor de algemene verzorging, elke kandidaat die bij de inschrijving 18 jaar oud is.

§ 6. Wordt toegelaten tot de examenzittijden die toegang geven tot de uitreiking van het slaagattest van de voorbereidingsproef voor de toegang tot de studies van ziekenhuisverpleeger (ster) –richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, elke kandidaat die bij de inschrijving 18 jaar oud is.

§ 7. Wordt toegelaten tot de examenzittijden die toegang verlenen tot het Studiegetuigschrift zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs :

1° de kandidaat die al titularis is van het Kwalificatiegetuigschrift zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan of alternerend of uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie in de studierichting waarin hij de examens wil afleggen die toegang verlenen tot het bekomen van het Studiegetuigschrift zesde leerjaar van het beroepssecundaironderwijs ;

2° de kandidaat die al titularis is van een Kwalificatiegetuigschrift erkend op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 september 2011 betreffende de vaststelling van de gelijkwaardigheid van de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het " Institut wallon de formation et des indépendants et petites et moyennes entreprises " en de " Service formation petites et moyenne entreprises " opgericht binnen de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en hun netwerken van opleidingcentra met de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie in de studierichting waarin hij de examens wil afleggen die toegang verlenen tot het behalen van het Studiegetuigschrift zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs.

AFDELING III. — Inschrijvingen

Art. 8. § 1. De Regering bepaalt het bedrag van het inschrijvingsgeld waarvan het minimumbedrag 50€ zal zijn en het maximumbedrag 200€.

De kosteloosheid wordt toegekend aan werkloze kandidaten en aan kandidaten die van een minimuminkomen voor sociale integratie genieten, bij voorlegging van een attest afgeleverd door het bevoegde orgaan.

§ 2. Het inschrijvingsgeld geldt voor een examenzittijd.

Art. 9. De inschrijving van kandidaten wordt onderworpen aan de deelname aan een informatiezitting over de inhoud en de afloop van de examens georganiseerd door de Dienst die voor de organisatie van examencommissie zorgt.

Nochtans kan de Voorzitter een kandidaat vrijstellen van de informatiezitting wegens behoorlijk gemotiveerde buitengewone omstandigheden.

HOODSRUK III. — De examenvakken

Art. 10. De kandidaten worden ondervraagd op basis van de studieprogramma's verstrekt in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Behalve voor de gegroepeerde basisopties wordt het specifieke programma vastgesteld door het wekelijkse aantal lessen hierna vermeld tussen haakjes na elk vak.

AFDELING I. — Vakken van het Getuigschrift secundair onderwijs van de eerste graad en van het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad

Art. 11. § 1. Voor het behalen van het Getuigschrift secundair onderwijs van de eerste graad moeten de kandidaten examens afleggen in zes vakken van de gemeenschappelijke eerste graad : Frans, wiskunde, moderne taal, wetenschappen, geschiedenis en aardrijkskunde.

§ 2. Indien één of meer van deze vakken bedoeld worden door Titel III/I van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs op het einde van het lager onderwijs en het voorwerp uitmaken van externe examens die bekrachtigd worden met een getuigschrift, worden de kandidaten onderworpen aan deze externe proeven die bekrachtigd worden met een getuigschrift.

Art. 12. § 1. Voor het behalen van het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad van het algemeen onderwijs worden de kandidaten ondervraagd over de vakken van het derde en vierde jaar van het algemeen secundair onderwijs.

Ze moeten examens afleggen in zes vakken :

- vijf verplichte vakken : Frans (5 uur), wiskunde (5 uur), wetenschappen (3 uur), moderne taal I (4 uur) (Nederlands, Duits, Engels), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (3 uur) ;

- een vak te kiezen uit de volgende vakken : economische wetenschappen (4 uur), sociale wetenschappen (4 uur), moderne taal II (4 uur) (Nederlands, Duits, Engels), Latijn (4 uur).

§ 2. Voor het behalen van het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad van het secundair technisch en doorstromingsonderwijs voor de kunst, worden de kandidaten ondervraagd over de vakken van het derde en vierde jaar van het technisch en doorstromingssecundair onderwijs voor de kunst.

Ze moeten examens afleggen in :

- vijf verplichte vakken : Frans (5 uur), wiskunde (5 uur), wetenschappen (3 uur), moderne taal I (4 uur) (Nederlands, Duits, Engels), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (3 uur) ;

- de cursussen van de gegroepeerde basisoptie.

§ 3. Voor het behalen van het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad van het technisch en kwalificatiesecundair onderwijs voor de kunst, worden de kandidaten ondervraagd over de vakken van het derde en het vierde jaar van het technisch en kwalificatiesecundair onderwijs voor de kunst.

Ze moeten examens afleggen in :

- vijf verplichte vakken : Frans (4 uur), wiskunde (2 uur), moderne taal I (4 uur) (Nederlands, Duits, Engels), opleiding wetenschap (2 uur), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (2 uur) ;

- de theoretische en praktische cursussen van de gegroepeerde basisoptie.

§ 4. Voor het behalen van het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad van het beroepsonderwijs worden de kandidaten ondervraagd over de vakken van het derde en het vierde jaar van het beroepssecundair onderwijs.

Ze moeten examens afleggen in :

- vier verplichte vakken : Frans (3 uur), wiskunde (2 uur), wetenschappelijke opleiding (2 uur), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (2 uur) ;

- de theoretische en praktische cursussen van de gegroepeerde basisoptie.

AFDELING II. — Vakken van het Getuigschrift hoger secundair onderwijs

Art. 13. § 1. Voor het behalen van het Getuigschrift hoger secundair onderwijs van het algemeen onderwijs worden de kandidaten ondervraagd over de vakken van het vijfde en zesde jaar van het algemeen secundair onderwijs.

Ze moeten examens afleggen in zes vakken :

- vijf verplichte vakken : Frans (5 uur), wiskunde (4 uur), wetenschappen (3 uur), moderne taal I (4 uur) (Nederlands, Duits, Engels), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (3 uur) ;

- een vak te kiezen uit de volgende vakken : economische wetenschappen (4 uur), sociale wetenschappen (4 uur), moderne taal II (4 uur) (Nederlands, Duits, Engels), Latijn (4 uur),

§ 2. Voor het behalen van het Getuigschrift hoger secundair onderwijs van het technisch of doorstromingsonderwijs voor de kunst worden de kandidaten respectievelijk ondervraagd over de vakken van het vijfde en zesde jaar van het technisch secundair of secundair doorstromingsonderwijs voor de kunst.

Ze moeten examens afleggen in :

- vijf verplichte vakken : Frans (5 uur), wiskunde (4 uur), wetenschappen (3 uur), moderne taal I (4 uur) (Nederlands, Duits, Engels), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (3 uur) ;

- de cursussen van de gegroepeerde basisoptie.

§ 3. Voor het behalen van het Getuigschrift hoger secundair onderwijs van het technisch en kwalificatieonderwijs voor de kunst worden de kandidaten respectievelijk ondervraagd over de vakken van het vijfde en zesde jaar van het secundair technisch of kwalificatieonderwijs voor de kunst.

Ze moeten examens afleggen in :

- vijf verplichte vakken : Frans (4 uur), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (2 uur), wetenschappelijke opleiding (2 uur), wiskunde (2 uur), moderne taal (2 uur) (Nederlands, Duits, Engels) ;

- de theoretische en praktische cursussen van de gegroepeerde basisoptie.

§ 4. Voor het behalen van het Getuigschrift hoger secundair onderwijs van het beroepsonderwijs worden de kandidaten ondervraagd over de vakken van het 7^{BB} bedoeld in artikel 4, § 1, 5^o, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Ze moeten examens afleggen in :

- drie verplichte vakken : Frans (4 uur), sociale en economische opleiding (2 uur), wetenschappelijke opleiding (2 uur) ;

- wiskunde (2 uur) wanneer een besluit van de Regering genomen overeenkomstig artikel 4^{quinq}, § 3, zevende lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs ze in de studierichting oplegt ;

- moderne taal (2 uur) (Nederlands, Duits, Engels) wanneer een besluit van de Regering genomen overeenkomstig artikel 4^{quinq}, § 3, vijfde lid, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs ze in de studierichting oplegt ;

- de theoretische en praktische cursussen van een gegroepeerde basisoptie van de derde graad van het beroepsonderwijs.

AFDELING III. — Voorbereidende examenvakken die toegang verlenen tot de studies van verpleegkundige

Art. 14. § 1. Voor het behalen van het slaagattest van de voorbereidingsproef die toegang verleent tot de studies voor het behalen van diploma's van bachelor vroedvrouw en bachelor verpleegkundige verantwoordelijk voor de algemene verzorging moeten de kandidaten :

- de samenvatting van een mondelinge uiteenzetting en de commentaar van deze uiteenzetting voorstellen ;

- de examens in vier vakken afleggen : wiskunde, chemie, fysica, biologie.

§ 2. Voor het behalen van het slaagattest van de voorbereidingsproef die toegang verleent tot de studies van ziekenhuisverpleegkundige – richting geestelijke gezondheid en psychiatrie moeten de kandidaten :

- de samenvatting van een mondelinge uiteenzetting en de commentaar van die uiteenzetting voorstellen ;

- examens in drie vakken afleggen : chemie, fysica, biologie.

AFDELING IV. — Vakken van het bekwaamheidsdiploma voor de toegang tot het hoger onderwijs

Art. 15. Voor het behalen van het Bekwaamheidsdiploma voor de toegang tot het hoger onderwijs moeten de kandidaten examens afleggen in :

- een gedeelte met een opstel of een kritisch verslag over een tekst in de Franse taal ;

- een vak te kiezen uit : Frans (5 uur), wiskunde (4 uur), wetenschappen (3 uur), moderne taal I (4 uur) (Nederlands, Duits, Engels), economische wetenschappen (4 uur), sociale wetenschappen (4 uur), Latijn (4 uur), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (3 uur).

AFDELING V. — Vakken van het Studiegetuigschrift zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs

Art. 16. Voor het behalen van het Studiegetuigschrift zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs moeten de kandidaten examens afleggen in :

- vier verplichte vakken : Frans (3 uur), sociale en economische opleiding (2 uur), wetenschappelijke opleiding (2 uur), opleiding geschiedenis en aardrijkskunde (2 uur).

HOOFDSTUK IV. — Redelijke aanpassingen, vrijstellingen, bekrachtiging van examens en klachten

AFDELING I. — Redelijke aanpassingen

Art. 17. De Dienst die voor de organisatie van examencommissies zorgt, zal aanpassingen voor de proeven voor de kandidaten met specifieke behoeften treffen.

AFDELING II. — Vrijstellingen van examens

Art. 18. § 1. Vrijstellingen van ondervraging van één of meer vakken mogen door de voorzitter van de examencommissie toegekend worden :

1° aan de houders van een Belgisch oriëntatieattest, getuigschrift of diploma, uitgereikt door een inrichting voor onderwijs met volledig leerplan of onderwijs voor sociale promotie aan de hand waarvan men kan aantonen dat ze met vrucht een gelijkwaardig onderwijs hebben gevolgd in de bedoelde vakken;

2° aan de houders van een document dat gelijkwaardig is aan het diploma, getuigschrift en oriëntatieattest voor buitenlandse studies, uitgereikt in overeenstemming met de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van diploma's en getuigschriften voor buitenlandse studies en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

3° aan de houders van een Kwalificatiegetuigschrift ten opzichte van de voorgestelde studierichting. Dit kwalificatiegetuigschrift moet ook uitgereikt worden in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in alternerend onderwijs of in het onderwijs voor sociale promotie of erkend in overeenstemming met een Kwalificatiegetuigschrift uitgereikt in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in alternerend onderwijs of in het onderwijs voor sociale promotie ;

4° aan de houders van een bekwaamheidsbewijs dat de praktische cursussen dekt in verhouding met de voorgestelde studierichting, uitgereikt door het Consortium voor de bekrachtiging van de bekwaamheden ingesteld door het decreet van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie ;

5° aan de houders van een slaagattest van een vak van externe examens die bekrachtigd worden met een getuigschrift, zoals bedoeld in de artikelen 36/1 en volgende van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs en § 2, 1°, 26, § 1, 1°, 27, 1°, 30, § 2, 1°, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs ;

6° aan de kandidaten die afgewezen worden voor alle vakken waarin ze ten minste 50 % van de punten behaald hebben, wanneer ze zich inschrijven bij een andere cyclus ;

7° voor de voorbereidingsproef die toegang verleent tot de studies voor het behalen van de diploma's van bachelor vroedvrouw en van bachelor verpleegkundige verantwoordelijk voor de algemene verzorging of die toegang verleent tot de studies van ziekenhuisverpleegkundige – richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, aan de kandidaten die voor het geheel van de vakken een cijfer dat ten minste gelijk is aan 50% behaald hebben, voor de vakken waarin ze ten minste 60% behaald hebben ;

8° aan de kandidaten betrokken bij een onregelmatigheid in hun schooltraject die onafhankelijk is van hun wil of van deze van personen die het ouderlijk gezag uitoefenen indien de kandidaat minderjarig is.

§ 2. Een aanpassing van de theoretische en praktische examens van de gegroepeerde basisoptie kan toegekend worden door de Voorzitter aan de houder van ten minste één eenheid van de leerresultaten, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en behaald in de optie die overeenstemt met deze waarvan hij de examens wil afleggen.

AFDELING III. — Bekrachtiging van examens

Art. 19. § 1. Behaalt het Getuigschrift secundair onderwijs van de eerste graad, het Getuigschrift secundair onderwijs van de tweede graad, het Getuigschrift hoger secundair onderwijs, het Bekwaamheidsbewijs voor de toegang tot het hoger onderwijs, het Studiegetuigschrift zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs, de kandidaat die ten minste 50% in elk vak behaald heeft.

§ 2. Wordt afgewezen, de kandidaat die aan het geheel van de examens van een examencyclus niet deelgenomen heeft.

§ 3. Wordt afgewezen, de kandidaat die het geheel van de examens van een examencyclus afgelegd heeft :

1° en die minder dan 50 % behaald heeft van het geheel van de punten toegekend aan de gehele vakken waarbij elke cursus van de gegroepeerde basisoptie wordt beschouwd als een vak ;

2° en die minder dan 40 % behaald heeft in één of meer vakken.

§ 4. Over de kandidaat die minstens 50 % behaald heeft van het totaal aantal punten voor alle vakken en die tussen de 40 en 50 % voor één of meerdere vakken heeft behaald, wordt een beslissing bij beraadslaging genomen.

Art. 20. § 1. Behaalt het slaagattest van de voorbereidingsproef die toegang verleent tot de studies voor het behalen van de diploma's van bachelor vroedvrouw en van bachelor verpleegkundige verantwoordelijk voor de algemene verzorging of tot de studies van ziekenhuisverpleegkundige – richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, de kandidaat die ten minste 50% behaald heeft van de punten van elk vak en 60% van de punten voor alle vakken.

§ 2. Wordt afgewezen, de kandidaat die het geheel van de examens van een examencyclus afgelegd heeft, en die:

1° minder dan 60% behaald heeft van het totaal aantal punten toegekend voor alle vakken ;

2° minder dan 50% behaald heeft in één of meer vakken.

AFDELING IV. — Wijze van indiening, onderzoek en afhandeling van de klachten van kandidaten betreffende onregelmatigheden tijdens de examens

Art. 21. Elke klacht over een onregelmatigheid tijdens de examens wordt aangetekend gezonden naar de Dienst die voor de organisatie van de examencommissie zorgt, uiterlijk vijf werkdagen na de mededeling van de uitslag van de proef.

De klacht kan ook schriftelijk afgegeven worden aan de Dienst die voor de organisatie van de examencommissie zorgt. Een van de ambtenaren van deze Dienst ondertekent het duplicaat van dat schrijven, als bewijs van ontvangst van de indiening van de klacht.

Binnen de twaalf werkdagen na de ontvangst van de klacht brengt de Voorzitter van de examencommissie betrokken bij de klacht of zijn afgevaardigde een beroepsinstantie bijeen, bestaande uit hemzelf of zijn afgevaardigde, twee leden van de examencommissie gekozen uit de leden die niet bij de onregelmatigheid betrokken zijn. Deze beroepsinstantie neemt op staande voet een uitdrukkelijk met redenen omklede beslissing, die binnen twee werkdagen aan de indiener van de klacht per aangetekende brief of langs elektronische weg meegedeeld wordt.

Deze beroepsinstantie is slechts bevoegd om de mogelijke onregelmatigheden tijdens de examens vast te stellen en haar beslissing vervangt niet deze van de examencommissie. Als de beroepsinstantie een onregelmatigheid vaststelt, moet de examencommissie met dezelfde samenstelling als voor de examenzittijden, opnieuw een beslissing nemen na de onregelmatigheid te hebben verbeterd die door de beroepsinstantie vastgesteld was, dit wil zeggen rekening houdend met deze onregelmatigheid in de beraadslaging.

HOOFDSTUK V. — Diverse bepalingen

Art. 22. De Regering bepaalt de modellen van attesten, getuigschriften en diploma's bedoeld in artikel 1.

Art. 23. De Regering bepaalt de vergoedingen voor de examinatoren die geen lid zijn van de Dienst bedoeld in artikel 1.

Art. 24. De Regering bepaalt de nadere regels om een uittreksel uit het register van de na beraadslaging genomen beslissingen te krijgen, waarbij bevestigd wordt dat een attest of een getuigschrift uitgereikt wordt.

Art. 25. De Dienst die voor de organisatie van examencommissies zorgt, kan het advies aanvragen van de algemene inspectiedienst, zoals bepaald in het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs wat betreft de gelijkwaardigheid van het niveau van de examens ten opzichte van het programma, de kwaliteit van de verbetering van de examens of de aanwerving van de examinatoren.

HOOFDSTUK VI. — Overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 26. Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de examencyclus georganiseerd van januari 2017 tot juni 2017, kunnen de kandidaten het Getuigschrift voor hoger secundair technisch en kwalificatieonderwijs voor de kunst voorleggen alsook voor het beroepsonderwijs in de optie van hun keuze.

Art. 27. Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de examencyclus georganiseerd van januari 2017 tot juni 2017, worden de kandidaten ondervraagd op basis van de programma's, zoals bedoeld in het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs. Ze moeten ook minstens 50% in elke algemene en technische cursus behaald hebben om examens betreffende de praktische cursussen van de gegroepeerde basisoptie te kunnen afleggen.

Art. 28. De leden van het onderwijzend personeel die een verlof wegens opdracht hebben bekomen overeenkomstig artikel 5 van het bovenvermelde decreet van 24 juni 1996 en toegewezen aan de examencommissie voor de inwerkingtreding van dit decreet en behouden binnen de Dienst bedoeld in artikel 1, zijn onderworpen aan de uurregeling en het stelsel van de jaarlijkse verloven die van toepassing zijn in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Ze zijn ook onderworpen aan de bepalingen van artikel 5, 1°, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, naar rata van zes halve dagen per jaar.

Art. 29. In artikel 17, § 2, van het decreet van 18 mei 2012 betreffende de organisatie van een stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de woorden "een afgevaardigde van de examencommissie van de Franse Gemeenschap, aangewezen door het college van voorzitters van de verschillende afdelingen van die examencommissie, hierna de afgevaardigde van de examencommissie genoemd" vervangen door de woorden "leden van het onderwijzend personeel die een verlof wegens opdracht hebben gekregen overeenkomstig artikel 5 van het bovenvermelde decreet van 24 juni 1996 toegewezen aan de dienst van de examencommissies, hierna de afgevaardigde van de examencommissie genoemd" en worden de woorden "van het college van voorzitters van de verschillende afdelingen die dan drie andere afgevaardigden bij de integratieraad sturen" vervangen door de woorden "van de Dienst belast met de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap die dan drie andere afgevaardigden bij de integratieraad sturen".

In artikel 17, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "de examencommissie van de Franse Gemeenschap", vervangen door de woorden "de Dienst belast met de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap".

Art. 30. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 3, § 2, worden de woorden "of door een examencommissie" geschrapt ;

2° de artikelen 4, § 2, 5 § 2, 6 § 2, 7 en 8, alsook hoofdstuk IV worden opgeheven.

Art. 31. Het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs, wordt opgeheven behalve de artikelen 14 tot 19 en 34 tot 40.

Art. 32. De artikelen 14 tot 19 en 34 tot 40 van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs worden op 1 september 2017 opgeheven.

Art. 33. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 februari 1995 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 34. Artikel 6, § 1, van het Regentsbesluit van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, wordt opgeheven.

Artikel *6bis*, § 2, van het Regentsbesluit van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, wordt opgeheven.

Art. 35. De artikelen 10 tot 13 van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend, worden geschrapt.

Art. 36. In de artikelen 19 en 20 van het decreet van 25 april 2008 tot vaststelling van de voorwaarden om te kunnen voldoen aan de leerplicht buiten het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden "krachtens het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "krachtens het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap van het gewoon secundair onderwijs".

HOOFDSTUK VII. — *Slofbepaling*

Art. 37. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2017, behalve de artikelen 1 en 28, die in werking treden op de datum vastgesteld door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 oktober 2016.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
Alda GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
Jean-Claude MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
Rachid MADRANE

De Minister van Onderwijs,
Marie-Martine SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
André FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen
Isabelle SIMONIS

—
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 339-1. - Verslag nr. 339-2.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 26 oktober 2016.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/30029]

23 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française visant à coordonner la prévention de la maltraitance des enfants

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980, les articles 20 et 87, tels que modifiés ;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 27 tel que modifié ;

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, les articles 17 à 21 ;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 5 septembre 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} octobre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 octobre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2015 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°60.154/2, donné le 17 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, telles que modifiées ;

Considérant que le protocole de collaboration intersectoriel visant à développer la prévention de la maltraitance en Fédération Wallonie-Bruxelles signé le 11 juillet 2013, a constitué une étape dans la mise en œuvre d'une coordination des actions menées en matière de prévention de la maltraitance mais qu'il convient que celle-ci dispose d'une assise réglementaire plus solide et qu'elle soit instituée par le biais d'un arrêté du Gouvernement ;

Sur proposition du Ministre de l'Aide à la Jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En application du titre IV « La formation des intervenants et l'information des enfants et du grand public » du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance, il est institué :

1^o un Comité directeur de prévention de la maltraitance, en abrégé le Comité directeur ;

2^o une Coordination de la prévention de la maltraitance, en abrégé la Coordination ;